REVUE DE PRESSE



La COI dans les médias entre Le 14 juin et le 20 juin 2014

COMMISSION DE L'OCÉAN INDIEN

Exportations.....2
Visite d'Annick Girardin dans l'océan indien 3
Résolution Paul Vergès.....10
Recherche agronomique et développement 17
Coopération COI-Madagascar.....19
Sommet des chefs d'état de la COI en Juillet.....20
Ecosystème marin.....22
Citoyenneté indianocéanique.....23
Coopération Union européenne-Maurice-COI.....25

Retrouvez les retombées média (presse écrite, presse en ligne et télévision) parus cette semaine dans la presse régionale et internationale. Les propos tenus dans ces documents n'engagent que leurs auteurs. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI.

AfriqueJet Actualités

ACTUALITÉ AFRIQUE | ACTUALITÉS & INFORMATIONS - ACTUALITÉS AFRICAINES

Subvention du coût du fret à Maurice

Maurice subventionne le coût du fret pour l'exportation vers l'Afrique à partir du 1er juillet prochain - A partir du 1er juillet prochain, l'Ile Maurice va subventionner le coût du fret à hauteur de 25 pc, jusqu'à un montant maximum de 300 dollars américains par conteneur de 20 pieds exporté par les entreprises mauriciennes vers certains pays africains, à l'exception de l'Afrique du Sud et de Madagascar.

Selon l'organisation gouvernementale chargée des exportations mauriciennes, Enterprise Mauritius, cette mesure s'applique aux exportations vers les ports de Mombasa, au Kenya, Dar-es-Salaam, en Tanzanie, Beira, au Mozambique via Madagascar, Moroni, aux Comores et Victoria, aux Seychelles.

Enterprise Mauritius a indiqué que seuls les exportateurs des produits fabriqués à Maurice et les opérateurs du port franc qui exportent des produits manufacturés localement sont éligibles à ce remboursement de 25 pc du coût du fret. Les catégories des produits éligibles pour cette subvention incluent ceux qui sont entièrement cultivés ou produits localement, ceux qui sont exportés sous un certificat d'origine de la Commission de l'Océan Indien (COI), de la COMESA ou de la SADC et aussi, d'autres produits manufacturés avec des matières premières importées à Maurice. Dans son dernier bulletin, le CEO de Enterprise Mauritius, Dev Chamroo, estime que cette mesure devrait booster les exportations des produits mauriciens vers le continent africain. 'Nos produits deviendront plus compétitifs avec une baisse des coûts de débarquement aux ports africains', a-t-il indiqué, ajoutant qu'en plus, le gouvernement offrira une subvention de 50 pc sur le coût de l'assurance pour l'exportation vers l'Afrique, ce qui devrait rassurer les entreprises qui souhaitent exporter vers des marchés qu'elles ne maîtrisent pas. M. Chamroo a rappelé aussi la mise en place du Fonds Maurice/Afrique d'un montant de 17 millions de dollars américains sur une période de cinq ans et visant à investir dans des projets viables dans n'importe quel pays africain à hauteur de 10 pc du capital de l'entreprise.

Selon les dernières statistiques disponibles, les exportations mauriciennes ont été renforcées durant les premiers quatre mois de cette année et on espère qu'elles vont s'améliorer davantage durant les mois à venir. Les exportations totales ont augmenté de 6 pc durant cette période comparées à la même période l'année dernière. Celles des entreprises à l'export ont crû de 5 pc pour la période de janvier à avril 2014, contre 2,1 pc durant la même période en 2013. M. Chamroo a indiqué que ce sont les secteurs du textile, de la bijouterie et de la pêche qui se sont bien comportés durant cette période. Les marchés les plus performants restent les Etats-Unis (29 pc), la France (15,4 pc), la Belgique (26,5 pc) et l'Italie (14,3,pc), tandis que les exportations vers le Royaume-Uni ont chuté de 16,4 pc. 'Les perspectives de croissance ne sont pas très bonnes dans la région. La dépréciation du rand sud-africain en est une cause, le problème de logistique en est une autre, le manque de compétitivité de nos produits en est une troisième, entre autres', a-t-il observé.

Pana 15/06/2014

http://www.afriquejet.com/ocean-indien/8844-subvention-du-cout-du-fret-a-maurice.html

Visite Mme Annick Girardin dans l'océan indien



Portail d'information générale
Des Iles de l'Océan Indien

La secrétaire d'état au développement et à la francophonie dans l'océan Indien

- Mayotte

juin 14, 2014

By Rémi ROZIE

Annick Girardin, la secrétaire d'état chargée du développement et de la Francophonie, a débuté un déplacement dans l'océan Indien, ce samedi 14 juin.
A Madagascar, elle devrait évoquer la relance de l'aide française avec le président Hery Rajaonarimampianina. Cinq conventions de subvention de l'Agence française de développement devraient être signée pour un montant total de 25 millions d'euros, dans les domaines de l'éducation, de la santé, du développement urbain et de la micro-finance. La secrétaire d'Etat visitera également plusieurs projets urbains financés par l'Agence française de développement et elle devrait inaugurer l'internat du Lycée français de Tananariv.

Annick Girardin doit ensuite se rendre aux Comores, pour aborder les préparatifs du sommet des chefs d'État de la commission de l'océan Indien (COI) prévu le 26 juillet à Moroni, avec le président Ikililou Dhoinine. Il devrait également être question des perspectives de l'aide au développement.

Enfin lors d'une dernière étape à Maurice, le 18 juin, elle s'entretiendra avec le Premier ministre Navin Ramgoolam mais aussi avec le secrétaire général de la COI, Jean-Claude de L'Estrac. Nul doute que l'adhésion de Mayotte à la COI sera au menu des échanges.
Elle devrait également visiter deux projets soutenus par la France dans les domaines de l'efficacité énergétique et de la coopération universitaire francophone.

Lire la suite

http://www.habarizacomores.net/?p=34802&paged=5

réunion 1ère

Océan Indien

Le voyage de François Hollande dans l'Océan Indien se prépare activement

- Réunion 1ère
- Publié le 14/06/2014 | 12:13

La secrétaire d'état chargée de la francophonie, Annick Girardin, a entamé aujourd'hui une tournée dans l'Océan Indien pour préparer le terrain. Le Président de la République sera à la Réunion les 25 et 26 juillet prochains. Il se rendra également aux Comores et à Mayotte.



Annick Girardin, secrétaire d'État chargée du développement et de la Francophonie, a débuté un déplacement dans l'Océan Indien.
A Madagascar, elle sera reçue par le président Hery Rajaonarimampianina pour y évoquer la relance de l'aide française. Elle signera cinq conventions de subvention de l'Agence française de développement pour un montant total de 25 millions d'euros. Cette aide porte sur les domaines de l'éducation, de la santé, du développement urbain et de la micro-finance. La secrétaire d'Etat visitera plusieurs projets urbains financés par l'Agence française de développement. Elle inaugurera également l'internat du Lycée français de Tananarive et rencontrera la communauté française, ainsi que des acteurs économiques malgaches.

Aux Comores, la secrétaire d'état évoquera les préparatifs du sommet des chefs d'État de la commission de l'océan Indien prévu le 26 juillet à Moroni, avec le président Ikililou Dhoinine. Elle s'entretiendra également des perspectives de l'aide au développement aux Comores.

Enfin à Maurice, elle sera reçue le 18 juin par le Premier ministre Navin Ramgoolam et s'entretiendra avec le secrétaire général de la commission de l'océan Indien, Jean-Claude de L'Estrac. Elle visitera également deux projets soutenus par la France dans les domaines de l'efficacité énergétique et de la coopération universitaire francophone.

http://reunion.la1ere.fr/2014/06/14/le-voyage-de-francois-hollande-dans-l-ocean-indien-se-prepare-activement-161051.html

LEMAURICIEN.COM
INDÉPENDANT D'INFORMATION ET D'OPINION

a été tuée sur le coup. Grièvement blessé, son neveu de percute l'avant du camion. L'enquête se poursuit.

RELATIONS FRANCE/MAURICE

Visite de la secrétaire d'État chargée du Développement et de la Francophonie

La secrétaire d'État chargée du Développement, de la Coopération et de la Francophonie, Annick Girardin, sera en visite à Maurice les 17 et 18 juin prochain dans le cadre d'une tournée dans la région.

Annick Girardin aura des entretiens avec le Premier ministre, Navin Ramgoolam, et d'autres personnalités du gouvernement. Elle compte également rencontrer le secrétaire général de la Commission de l'océan Indien et candidat de Maurice à la succession d'Abdou Diouf à la tête de la francophonie, Jean-Claude de l'Estrac.

Mme Girardin est entrée au gouvernement le 9 avril dernier. Elle succède à Yamina Benguigui qui avait effectué une visite à Maurice à début de l'année.

COMORES FRANCE
Publié le 18-06-2014 Modifié le 18-06-2014 à 12:03

Annick Girardin aux Comores pour préparer la visite de Hollande

par RFI

Annick Girardin est aux Comores pour préparer la venue du président français François Hollande au mois de juillet. La secrétaire d'Etat chargée du Développement et de la Francophonie s'est entretenue ce mercredi 18 juin avec Ikililou Dhoinine, président de l'Union des Comores. Entre autres sujets débattus, l'évolution des préparatifs du quatrième sommet des chefs d'Etat de l'océan Indien prévu le 26 juillet 2014 et le développement de l'Union des Comores. Annick Girardin, secrétaire d'Etat chargée du Développement et de la Francophonie, a été reçue au palais présidentiel de Beit-Salam par le président Ikililou Dhoinine. Au menu des discussions, la tenue du sommet des chefs d'Etat des pays de l'océan Indien prévu le 26 juillet 2014 à Moroni.



Grand défi

A en croire la secrétaire d'Etat, la tenue du quatrième sommet de la Commission de l'océan Indien (COI), c'est un grand défi pour les Comores, même si les préparatifs vont bon train : « *C'est un vrai défi pour les Comores d'organiser ici avec la venue de plusieurs chefs d'Etat pour le sommet. Je trouve que les choses sont en ordre, qu'on a bien pris conscience de tous les éléments d'une organisation et de tout ce que ça demande en matière de mobilisation, en matière de sécurité, d'organisation, d'intendance aussi. Et on a bien avancé sur toutes ces questions-là. La France a répondu à un certain nombre de demandes de la part du président Ikililou Dhoinine, de soutiens techniques notamment* ».

Plus de visibilité

Ce sommet se présente sous de bons auspices, une véritable chance pour les Comores puisque, après l'événement, la visibilité des Comores à travers l'ensemble des médias de l'océan Indien sera grande ; ce sera aussi une occasion de parler des questions d'ordre politique et économique telles que la connectivité entre les îles de l'océan Indien.

http://www.rfi.fr/afrique/20140618-annick-girardin-comores-preparer-visite-francois-hollande-ikililou-dhoinine-developpem/

HZK Agence Comorienne de Presse
La Gazette des Comores
Quotidien Indépendant d'Information Générale

Visite de la secrétaire d'Etat française en charge du Développement et de la Francophonie

Annick Girardin vient s'enquérir de l'état d'avancement des travaux préparatoires du sommet des chefs d'Etat de la COI, prévu à Moroni fin juillet.

La secrétaire d'Etat français en charge du Développement et de la Francophonie se trouve à Moroni depuis lundi dernier. Sa rencontre hier mardi, avec le chef de l'Etat portait sur le prochain sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de la Commission de l'Océan Indien (COI), qui se tiendra à Moroni à la fin du mois de Juillet.

Une délégation française, composée de trois personnes, se trouve à Moroni depuis lundi dernier. Il s'agit d'Anick Girardin, secrétaire d'Etat au Développement et à la Francophonie, de Laurent d'Ersu, conseiller francophonie et Afrique et un officier de sécurité. Cette visite rentre dans le cadre de la tenue du 4e sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de la Commission de l'Océan Indien (COI), prévu le 26 Juillet prochain à Moroni.

Annick Girardin est venue s'enquérir de l'état d'avancement des travaux préparatoires du sommet en question. « C'est une visite de travail et elle portait essentiellement sur le prochain sommet », annonce El-Anrif Said Hassane, le Ministre des Relations extérieures. Cette délégation a été reçue hier mardi par le président de la République. « La délégation voulait s'assurer de la bonne marche du sommet. Un sommet que nous attendons impatiemment », poursuit-il. Ensemble, ils ont discuté de l'accueil des différentes délégations, de la sécurité, du protocole et des thèmes qui seront abordés lors du sommet.

Un deuxième point était aussi à l'ordre du jour. Il s'agit des relations bilatérales entre les deux pays et sur le développement. La secrétaire d'Etat chargée du Développement et de la Francophonie au Quai d'Orsay s'est entretenue avec le chef de l'Etat sur l'économie, la santé et l'éducation. Son souhait est de contribuer au développement socio-économique du pays, assure la délégation.

Mohamed Youssouf

http://www.lagazettedescomores.com/spip.php?article3625

Le Défi QUOTIDIEN



Tourism Promotion Authority (MTPA), Kan Mootoo- partie de sa couverture sur la destination Maurice.

SOMMET DE LA COI

La secrétaire d'État Annick Girardin à Maurice

La secrétaire d'État au Développement et à la Francophonie auprès du ministère des Affaires étrangères et du Développement international, Annick Girardin, sera à Maurice ce mercredi dans le cadre d'une visite officielle en marge de la préparation du prochain Sommet des chefs d'État et de gouvernement de la Commission de l'océan Indien (COI) qui se tiendra le 25 juillet prochain à Moroni, aux Comores.

Après Madagascar et les Comores, la politique française foule le sol mauricien. Annick Girardin sera reçue par le Premier ministre, Navin Ramgoolam et aura ensuite une rencontre avec le ministre des Affaires étrangères, Arvin Boolell. En sus de cela, elle effectuera aussi une visite au siège de la COI, à Ébène, où elle s'entretiendra avec le secrétaire général de l'organisme, Jean Claude de l'Estrac ainsi que le personnel.

Lors de sa visite, Annick Girardin se rendra aussi aux Moulins de La Concorde, filiale du Groupe Food and Allied, où la politique du groupe en matière d'efficacité énergétique lui sera présentée. À savoir que plusieurs instances ont bénéficié de l'aide de l'Agence française de développement (AFD) en matière de préparation de projets et d'aides à l'investissement. Lors de cette visite officielle, Annick Girardin visitera, en présence du ministre de l'Enseignement supérieur, Rajesh Jeetah, l'Université des Mascareignes, qui a un partenariat avec l'Université de Limoges, en France, pour certains de ses diplômes. La secrétaire d'État procédera à une signature d'accord pour le financement des formations doctorales. De plus, elle assistera au lancement officiel de l'école de géopolitique de l'Université des Mascareignes.

A.M.

LEMAURICIEN.COM
INDÉPENDANT D'INFORMATION ET D'OPINION

CE MATIN | Lors d'une rencontre avec le ministre Boolell

La secrétaire d'État française Annick Girardin évoque le transfert des détenus français

Le Président de République française François Hollande sera présent au sommet des chefs d'État de la COI à Moroni le 25 juillet

La secrétaire d'État française Annick Girardin a profité d'une rencontre avec le ministre des Affaires étrangères Arvin Boolell ce matin pour lancer un appel en faveur du transfert en France des détenus français à Maurice. La secrétaire d'État française, qui est arrivée à Maurice hier soir, a visité ce matin Les Moulins de la Concorde avant de rencontrer le chef de la diplomatie mauricienne. Elle a ensuite eu une session de travail avec le secrétaire général de la COI, Jean-Claude de l'Estrac. Une rencontre avec le Premier ministre Navin Ramgoolam est prévue cet après-midi. Elle doit être suivie d'une visite à l'Université des Mascareignes.

Le transfert des détenus français figurait à l'agenda des discussions ce matin entre la secrétaire d'État française et le ministre des Affaires étrangères. Plusieurs ressortissants français ont en effet été appréhendés à leur arrivée à Maurice pour possession de drogue, en particulier de Subutex ou de cannabis. Certains ont été condamnés à des peines allant jusqu'à 20 ans d'emprisonnement. Plusieurs autres ressortissants français sont incarcérés en attendant leur comparution devant la justice

térieur avec le Premier ministre, Navin Ramgoolam. Cependant, il n'y a pas encore d'accord entre Maurice et la France concernant le transfèrement de détenus.

Concernant le Subutex, la situation est plus difficile, car ce produit, considéré comme une drogue à Maurice, ne l'est pas en France. Toujours sur le plan bilatéral, Arvin Boolell a remercié la France pour le soutien accordé aux projets de développement, à travers l'Agence Française de Développement, entre autres. Parmi ces projets, les plus visibles figurent dans le concept Maurice île Durable ainsi que dans des projets d'infrastructures routières, dont la route Verdun–Terre-Rouge. Il a aussi été question de la cogestion de Tromelin, qui fait l'objet d'un projet de loi, et qui n'a pas encore été adoptée par le Parlement français. Arvin Boolell a également souhaité que le gouvernement français renoue avec la pratique d'octroi de bourses d'études aux lauréats de l'alliance française.

Sur le plan régional,, il a surtout été question du sommet des Chefs d'État et de gouvernement prévu à Moroni le 25 juillet prochain. Le président français François Hollande fera à cette occa-



La secrétaire d'État française au Développement et à la Francophonie, Annick Girardin, accueillie par le ministre des Affaires étrangères Arvin Boolell à son bureau ce matin

nistre Boolell a souhaité que les sujets controversables, comme le changement d'appellation de la Commission de l'océan Indien, ne figurent pas à l'agenda du sommet. Il sera question, entre autres, de la circulation maritime dans l'océan Indien, de la lutte contre la piraterie et de la sécurité maritime. Le ministre Boolell a aussi mis l'accent sur la prochaine conférence des Nations Unies, prévue à Samoa, et où la secrétaire d'État française sera aussi présente. Il a souhaité une « *aide soutenue* » aux petits États insulaires en développement, principales victimes des effets du

pays redevienne le grenier de l'océan Indien. Cette mesure permettra par elle-même de rentabiliser la circulation maritime dans l'océan Indien. La candidature mauricienne à la succession d'Abou Diouff aux fonctions de secrétaire général de la Francophonie a aussi évoquée. Arvin Boolell a observé que La Réunion a déjà accordé son soutien à la candidature de Jean-Claude de l'Estrac et que la position de la France est attendue avec intérêt. Mme Girardin a souhaité la consolidation de la campagne mauricienne afin de mieux faire connaître son candidat. Rappelons qu'avant de venir à Mau-

Résolution Paul Vergès

*IMAZPRESS
l'image au service de l'info

SUR UNE INITIATIVE DE PAUL VERGÈS

42 sénateurs s'engagent pour un développement durable dans l'océan Indien

Sous la houlette du sénateur de La Réunion Paul Vergès, une proposition de résolution a été co-signée par 42 sénatrices et sénateurs français de tous bords politiques, indique la Commission de l'océan Indien ce lundi 16 juin 2014. Ce projet vise à présenter aux participants de la Conférence internationale de Paris sur le climat en 2015 "une nouvelle politique énergétique" pour un "co-développement durable et solidaire dans l'océan Indien".

Posté par IPR il y a 41 minutes

Cette contribution solidaire pour le développement durable dans l'Indianocéanie devrait être présentée lors du Sommet des chefs d'État et de gouvernement de la COI prévu le 26 juillet prochain aux Comores, a indiqué Paul Vergès. L'objectif à atteindre, selon le sénateur réunionnais, est de marquer le "rôle décisif" de la COI, afin qu'elle "élabore un projet sur un siècle sur la transition énergétique et le développement durable". La résolution évoque trois thèmes centraux : la mer et les océans, l'énergie et la transition démographique.

Jean Claude de l'Estrac, secrétaire général de la COI, se félicite du soutien des élus français pour la construction d'une Indianocéanie résolument durable. "Le rôle moteur de la COI est plus que jamais amplifié pour atteindre les objectifs sociaux, environnementaux et économiques d'un développement durable et équitable dans l'océan Indien, et plus largement en faveur des pays insulaires", a-t-il souligné.

En vue de la troisième conférence des Nations unies sur les petits Etats insulaires en développement de Samoa, la COI est déjà "résolument engagée à apporter une contribution significative et concrète afin que les intérêts insulaires soient pris en compte dans le nouvel agenda mondial pour le développement post-2015".

http://www.ipreunion.com/actualites/reportage/2014/06/16/sur-une-initiative-de-paul-verges-42-senateurs-s-engagent-pour-un-developpement-durable-dans-l-ocean-indien,25935.html

42 sénateurs en faveur d'un "rôle décisif" de la COI à la conférence mondiale sur le climat de Paris 2015

Dans un communiqué, la Commission de l'océan Indien (COI), se réjouit d'une proposition de résolution co-signée par 42 sénatrices et sénateurs français et à l'initiative de Paul Vergès. Elle vise à présenter aux participants de la Conférence internationale de Paris sur le climat en 2015 "une nouvelle politique énergétique" pour un "co-développement durable et solidaire dans l'Océan Indien". Voici le communiqué de la COI:

Sous la houlette du sénateur de la Réunion Paul Vergès, une proposition de résolution a été co-signée par 42 sénatrices et sénateurs français de tous bords politiques. Le projet proposé par Paul Vergès vise à présenter aux participants de la Conférence internationale de Paris sur le climat en 2015 *"une nouvelle politique énergétique"*pour un *"co-développement durable et solidaire dans l'Océan Indien"*.

Cette contribution solidaire pour le développement durable dans l'Indianocéanie devrait être présentée lors du Sommet des chefs d'État et de gouvernement de la Commission de l'océan Indien (COI), prévu le 26 juillet prochain aux Comores, a indiqué Paul Vergès. L'objectif à atteindre, selon le sénateur réunionnais, est de marquer le *"rôle décisif"* de la COI, afin qu'elle *"élabore un projet sur un siècle sur la transition énergétique et le développement durable"*. La résolution évoque trois thèmes centraux qui concernent tous les pays membres de l'organisation régionale : la mer et les océans, l'énergie et la transition démographique.

Jean Claude de l'Estrac, Secrétaire général de la COI se félicite du soutien des élus français pour la construction d'une Indianocéanie résolument durable. *"Le rôle moteur de la COI est plus que jamais amplifié pour atteindre les objectifs sociaux, environnementaux et économiques d'un développement durable et équitable dans l'océan Indien, et plus largement en faveur des pays insulaires"*, a-t-il souligné.

En vue de la troisième conférence des Nations unies sur les Petits Etats Insulaires en Développement de Samoa, la COI est déjà résolument engagée à apporter une contribution significative et concrète afin que les intérêts insulaires soient pris en compte dans le nouvel agenda mondial pour le développement post-2015.

Lundi 16 Juin 2014 - 16:14

http://www.zinfos974.com/42-senateurs-en-faveur-d-un-role-decisif-de-la-COI-a-la-conference-mondiale-sur-le-climat-de-Paris-2015_a72769.html

clicanooradio.re
By Nostalgie Réunion

LA COI DERRIÈRE LA RÉSOLUTION VERGÈS

Environnement

Dans un communiqué, la commission océan Indien (COI) veut voir les intérêts des pays insulaires pris en compte dans les grandes décisions mondiales à venir. Cette organisation regroupant cinq pays (1), reprend la proposition de résolution de Paul Vergès (lire nos précédentes éditions) vouant un "rôle décisif de la COI à la conférence mondiale sur le climat de Paris 2015".

Le texte du sénateur PCR, cosigné par 42 sénateurs français de tous bords politiques, décrit un projet visant "une nouvelle politique énergétique pour un co-développement durable et solidaire dans l'océan Indien".

Il devrait être présenté lors du sommet des chefs d'État et de gouvernement de la COI, prévu le 26 juillet prochain aux Comores, où François Hollande se rendra. Selon la COI, celle-ci doit "élaborer un projet sur un siècle sur la transition énergétique et le développement durable". La résolution dresse trois thèmes centraux concernant tous les pays membres de l'organisation régionale : la mer et les océans, l'énergie et la transition démographique. Jean-Claude de l'Estrac, secrétaire général de la COI, se félicite du soutien des élus français : "Le rôle moteur de la COI est plus que jamais amplifié pour atteindre les objectifs sociaux, environnementaux et économiques d'un développement durable et équitable dans l'océan Indien, et plus largement en faveur des pays insulaires".

En vue de la troisième conférence des Nations unies sur les petits États insulaires en développement de Samoa, "la COI est déjà résolument engagée à apporter une contribution significative et concrète afin que les intérêts insulaires soient pris en compte dans le nouvel agenda mondial pour le développement post-2015".

(1) Maurice, Madagascar, Comores, Seychelles et France (Réunion et Mayotte).

http://www.nostalgiereunion.com/linfo/105769-la-coi-derri%C3%A8re-la-r%C3%A9solution-verg%C3%A8s

CLICANOO
le journal de l'ile de la Réunion

SOCIÉTÉ

La COI derrière la résolution Vergès

- Réagir
- Clicanoo.re
- publié le 17 juin 2014
- 02h30

Environnement

Dans un communiqué, la commission océan Indien (COI) veut voir les intérêts des pays insulaires pris en compte dans les grandes décisions mondiales à venir. Cette organisation regroupant cinq pays (1), reprend la proposition de résolution de Paul Vergès (lire nos précédentes éditions) vouant un "rôle décisif de la COI à la conférence mondiale sur le climat de Paris 2015".

Le texte du sénateur PCR, cosigné par 42 sénateurs français de tous bords politiques, décrit un projet visant "une nouvelle politique énergétique pour un co-développement durable et solidaire dans l'océan Indien".

Il devrait être présenté lors du sommet des chefs d'État et de gouvernement de la COI, prévu le 26 juillet prochain aux Comores, où François Hollande se rendra. Selon la COI, celle-ci doit "élaborer un projet sur un siècle sur la transition énergétique et le développement durable". La résolution dresse trois thèmes centraux concernant tous les pays membres de l'organisation régionale : la mer et les océans, l'énergie et la transition démographique. Jean-Claude de l'Estrac, secrétaire général de la COI, se félicite du soutien des élus français : "Le rôle moteur de la COI est plus que jamais amplifié pour atteindre les objectifs sociaux, environnementaux et économiques d'un développement durable et équitable dans l'océan Indien, et plus largement en faveur des pays insulaires".

En vue de la troisième conférence des Nations unies sur les petits États insulaires en développement de Samoa, "la COI est déjà résolument engagée à apporter une contribution significative et concrète afin que les intérêts insulaires soient pris en compte dans le nouvel agenda mondial pour le développement post-2015".

(1) Maurice, Madagascar, Comores, Seychelles et France (Réunion et Mayotte).

http://www.clicanoo.re/425063-la-coi-derriere-la-resolution-verges.html

La Gazette
de la Grande Ile

Conférence mondiale sur le climat:42 sénateurs en faveur d'un "rôle décisif" de la COI

Mardi, 17 Juin 2014 06:59

Dans un communiqué, la Commission de l'océan Indien (COI), se réjouit d'une proposition de résolution co-signée par 42 sénatrices et sénateurs français et à l'initiative de Paul Vergès.

Elle vise à présenter aux participants de la Conférence internationale de Paris sur le climat en 2015 "une nouvelle politique énergétique" pour un "co-développement durable et solidaire dans l'Océan Indien".

Cette contribution solidaire pour le développement durable dans l'Indianocéanie devrait être présentée lors du Sommet des chefs d'État et de gouvernement de la Commission de l'océan Indien (COI), prévu le 26 juillet prochain aux Comores, a indiqué Paul Vergès. L'objectif à atteindre, selon le sénateur réunionnais, est de marquer le "rôle décisif" de la COI, afin qu'elle "élabore un projet sur un siècle sur la transition énergétique et le développement durable". La résolution évoque trois thèmes centraux qui concernent tous les pays membres de l'organisation régionale : la mer et les océans, l'énergie et la transition démographique.

Jean Claude de l'Estrac, Secrétaire général de la COI se félicite du soutien des élus français pour la construction d'une Indianocéanie résolument durable. "Le rôle moteur de la COI est plus que jamais amplifié pour atteindre les objectifs sociaux, environnementaux et économiques d'un développement durable et équitable dans l'océan Indien, et plus largement en faveur des pays insulaires", a-t-il souligné.

En vue de la troisième conférence des Nations unies sur les Petits Etats Insulaires en Développement de Samoa, la COI est déjà résolument engagée à apporter une contribution significative et concrète afin que les intérêts insulaires soient pris en compte dans le nouvel agenda mondial pour le développement post-2015.

http://www.lagazette-dgi.com/index.php?option=com_content&task=view&id=40561&Itemid=55

Témoignages
JOURNAL FONDÉ EN 1944 PAR LE Dr RAYMOND VERGÈS

Changement climatique

Changement climatique : la COI salue « l'initiative du Réunionnais Paul Vergès »

Conférence Paris 2015 et Sommet de la COI

mardi 17 juin 2014

La Commission de l'océan Indien se félicite de l'initiative du sénateur de La Réunion, une proposition de résolution co-signée par 42 sénateurs de tous les groupes politiques du Sénat pour un « co-développement durable et solidaire dans l'Océan Indien ». Ce projet doit être présenté à la conférence de Paris sur le Climat et lors du prochain Sommet des chefs d'Etat de la COI. La COI s'est exprimée dans un communiqué dont voici le contenu.

A l'initiative du Réunionnais Paul Vergès
42 Sénateurs français en faveur d'un « rôle décisif » de la COI à la conférence mondiale sur le climat de Paris 2015

Sous la houlette du sénateur de La Réunion Paul Vergès, une proposition de résolution a été co-signée par 42 sénatrices et sénateurs français de tous bords politiques. Le projet proposé par Paul Vergès vise à présenter aux participants de la Conférence internationale de Paris sur le climat en 2015 « une nouvelle politique énergétique » pour un « co-développement durable et solidaire dans l'Océan Indien ».

Cette contribution solidaire pour le développement durable dans l'Indianocéanie devrait être présentée lors du Sommet des chefs d'État et de gouvernement de la Commission de l'océan Indien (COI), prévu le 26 juillet prochain aux Comores, a indiqué Paul Vergès. L'objectif à atteindre, selon le sénateur réunionnais, est de marquer le « rôle décisif » de la COI, afin qu'elle « élabore un projet sur un siècle sur la transition énergétique et le développement durable ». La résolution évoque trois thèmes centraux qui concernent tous les pays membres de l'organisation régionale : la mer et les océans, l'énergie et la transition démographique.

Jean Claude de l'Estrac, Secrétaire général de la COI se félicite du soutien des élus français pour la construction d'une Indianocéanie résolument durable. « Le rôle moteur de la COI est plus que jamais amplifié pour atteindre les objectifs sociaux, environnementaux et économiques d'un développement durable et équitable dans l'océan Indien, et plus largement en faveur des pays insulaires », a-t-il souligné.

En vue de la troisième conférence des Nations unies sur les Petits Etats Insulaires en Développement de Samoa, la COI est déjà résolument engagée à apporter une contribution significative et concrète afin que les intérêts insulaires soient pris en compte dans le nouvel agenda mondial pour le développement post-2015.

http://www.temoignages.re/changement-climatique-la-coi-salue-l-initiative-du-reunionnais-paul-verges,79031.html

Le Matinal

[PARTENARIAT EN AFI

CNBC Africa s'i à la démarche de

Climat de Paris 2015 : la COI veut un rôle décisif

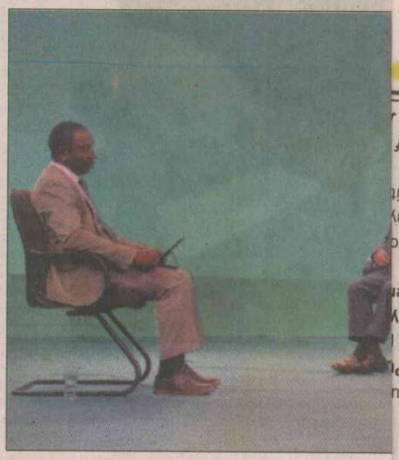
Sous la houlette du sénateur de la Réunion Paul Vergès, une proposition de résolution a été co-signée par 42 sénatrices et sénateurs français de tous bords politiques. Le projet proposé par Paul Vergès vise à présenter aux participants de la Conférence internationale de Paris sur le climat en 2015 "une nouvelle politique énergétique" pour un "co-développement durable et solidaire dans l'océan Indien".

Cette contribution solidaire pour le développement durable dans l'Indianocéanie devrait être présentée lors du Sommet des chefs d'État et de gouvernement de la Commission de l'océan Indien (COI), prévu le 26 juillet prochain aux Comores, a indiqué Paul Vergès. L'objectif à atteindre, selon le sénateur réunionnais, est de marquer le "rôle décisif" de la COI, afin qu'elle "élabore un projet sur un siècle sur la transition énergétique et le développement durable". La résolution évoque trois sujets centraux qui concernent tous les pays membres de l'organisation régionale : la mer et les océans, l'énergie et la transition démographique.

Jean-Claude de l'Estrac, secrétaire général de la COI, se félicite du soutien des élus français pour la construction d'une Indianocéanie résolument durable. "Le rôle moteur de la COI est plus que jamais amplifié pour atteindre les objectifs sociaux, environnementaux et économiques d'un développement durable et équitable dans l'océan Indien, et plus largement en faveur des pays insulaires", a-t-il souligné.

Au fur et à mesure que le continent africain recouvre la stabilité et la prospérité économique, Maurice est appelée à jouer un rôle plus important de plate-forme pour diriger les investissements vers le continent africain. Une juridiction devra être bien régulée, avec une fiscalité efficiente. S'intéressant au rôle de Maurice dans le développement de l'Afrique, la chaîne de télévision africaine CNBC Africa a interviewé trois dirigeants d'entreprises mauriciens dans les locaux de la MBC, la semaine dernière. Les trois dirigeants qui connaissent bien le continent africain sont Louis Amédée Darga, chairman de Enterprise Mauritius, Richard Arlove, CEO d'Abax Services, et Ahmed Parkar, président du Joint Economic Council et directeur général de Star Knitwear Group. Tous ont analysé le modèle de développement appliqué récemment à Maurice, pour capter des opportunités d'investissement en Afrique.

Amedee Darga a dit constater que l'émission qui sera diffusée sur la chaîne CNBC en Afrique, capable d'atteindre un grand nombre de télespectateurs dans 48 pays africains, sera bénéfique à l'image de Maurice. "Le débat télévisé de CNBC Africa sur Maurice, qui fait partie de la politique de communication avec les acteurs économiques en Afrique, est excellent pour Maurice, et je rappelle que cette politique est déjà bien en marche avec le travail des institutions tels que le Board of Investment, Enterprise Mauritius et les ministres mauriciens", a-t-il déclaré.



(De g. à dr.) Amédée Darga, Richard Arlove et Ahmed Parkar répondent a

Pour sa part, Ahmed Parkar, a mis en avant la pénétration croissante des entreprises mauriciennes en Afrique. "Les entreprises mauriciennes développent en joint-ventures le secteur sucrier en Afrique", a-t-il dit. Quant à Richard Arlove, il a reconnu l'effort du gouvernement de Maurice de créer le bon écosystème au pays pour accueillir les investissements. "Le gouvernement a pour accroitre not à la croissance de l' rice a tous les at tribuer au déve l'Afrique", a sou Arlove. Mais il d'ambassades, d économiques, de r ness, et de connecti et maritimes, pou liens entre la contr rice et le déve Afrique, ont décla pants.

L'eau de l'océan pour clima

Sotravic ira de l'avant avec un nouveau projet d'ici décembre de mer glaciale pompée à 100 mètres de profondeur au large de logique du dével durable, faisant égal

Recherche agronomique et développement

Océan Indien : mieux mobiliser les acteurs régionaux pour renforcer la sécurité alimentaire

Fort de son expérience dans la zone de l'océan Indien, le Cirad vient de signer un accord-cadre instituant la création d'une plateforme régionale de recherche agronomique pour le développement (PReRAD), en partenariat avec la Commission de l'océan Indien (COI), la préfecture de la Réunion et la Région Réunion. Objectif : mieux mobiliser les acteurs locaux et régionaux pour renforcer la sécurité alimentaire des îles de l'océan Indien.

Le Cirad s'investit plus avant dans le développement agricole et économique de la Réunion tout en s'appuyant sur une ouverture internationale. La création d'une plateforme régionale de recherche agronomique pour le développement (PReRAD) en est l'exemple le plus récent. Elle fait suite à la **signature le 5 juin 2014 d'un accord –cadre de coopération scientifique entre la Commission de l'océan Indien (COI),** le Cirad, la préfecture de la Réunion et la Région Réunion elle-même. L'objectif : améliorer la mobilisation des acteurs locaux et régionaux pour **renforcer la sécurité alimentaire des îles de l'océan Indien.**

« *A partir, des travaux que le Cirad conduit à la Réunion et à Madagascar, on est capable de développer une action de partenariat scientifique à l'échelle régionale avec les institutions de la COI présentes dans la zone* », précise Michel Eddi, président-directeur général du Cirad. **Le Cirad à la Réunion constituera la base principale de cette plateforme** qui sera orientée vers des thèmes de recherche majeurs : santé animale et humaine, biodiversité et santé végétale, systèmes agro-alimentaires de qualité, recyclage des matières organiques et services agro environnementaux liés aux activités agricoles.

La direction régionale du Cirad à la Réunion/océan Indien est le deuxième plus important dispositif de l'établissement de par le monde. **Sur les six prochaines années, l'appui fourni à la COI sera majeur :** « *le Cirad va mobiliser ses ressources à hauteur de près de 90 millions d'euros, à partir de ses dispositifs à la Réunion et à Madagascar ainsi que d'importants financements européens et de la Région Réunion* », souligne Gilles Mandret, directeur régional Réunion-océan Indien du Cirad.

L'implication du Cirad dans la création de cette plateforme régionale de recherche**concrétise l'appui fourni à l'axe prioritaire de la COI sur la sécurité alimentaire.**

- Lire **Sécurité alimentaire, une priorité pour la recherche agronomique dans l'océan Indien**

La prochaine réunion des bailleurs de fonds, à Madagascar, portera d'ailleurs sur la sécurité alimentaire et sera la première illustration de la coopération du Cirad et de la COI à travers la PReRAD.

- **Catégories : Institutionnel**

http://www.cirad.fr/actualites/toutes-les-actualites/articles/2014/institutionnel/ocean-indien-mobiliser-les-acteurs-pour-renforcer-la-securite-alimentaire

Business MAGAZINE
L'HEBDO ÉCONOMIQUE DE MAURICE Rs 75 - 22e année - n° 1121 - du 28 février - 4 mars 2014 - www.businessmag.mu

cela, nous sommes tenus de communiquer dans des revues spécialisées sur les thématiques liées aux technologies que nous exploitons ». La société se prépare également, dit-il, à mettre sur pied un pôle de recherche et développement.

Joanna Seenayen

sénateurs français de tous bords politiques. Ainsi, cette contribution solidaire au développement durable dans l'Indianocéanie devrait être présentée lors du Sommet des chefs d'État et de gouvernement de la Commission de l'océan Indien (COI), le 26 juillet prochain aux Comores. L'objectif est de marquer le rôle décisif de la COI pour qu'elle élabore un projet sur un siècle sur la transition énergétique et le développement durable.

SIGNATURE D'UN ACCORD-CADRE DE COOPÉRATION SCIENTIFIQUE RÉGIONALE ENTRE LA COI ET LE CIRAD

Créer un pôle d'excellence 'Recherche-Education' regroupant les acteurs inter-îles. La première étape de ce projet, qui a entraîné la création d'une plate-forme régionale de recherche agronomique en Indianocéanie en avril dernier, s'est cristallisée le 3 juin dernier avec la signature d'un accord-cadre de coopération scientifique régionale entre la COI, le Centre de Coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD), basé à la Réunion, la Préfecture de la Réunion et la Région Réunion.
La seconde étape de ce projet suivra au deuxième semestre 2014 avec la signature d'un MoU avec l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD) dans l'idée de créer « un Grand Observatoire de l'océan Indien ». Près de 90 millions d'euros seront déboursés par la CIRAD sur six ans pour ce projet, à partir de ses dispositifs de la Réunion et de Madagascar ainsi que de financements européens et de la Région Réunion.

Coopération COI-Madagascar

madagascar matin

COI-Madagascar – Une coopération agricole en vue

Un mois après le 8ème Forum économique de l'Océan Indien, la Commission de l'Océan Indien poursuit les objectifs tenus lors de cette rencontre. La sécurité alimentaire est l'une des priorités de la COI actuellement, et les membres de la commission sont optimistes pour la réalisation de cet objectif. Pour cela, des projets de coopération agricole seront bientôt lancés, notamment à Madagascar. Partant du constat que les îles de la zone importent 178 500 tonnes de riz, 18 000 tonnes de grains, 200 000 tonnes de maïs et 28 000 tonnes d'oignons chaque année pour leurs besoins alimentaires, la COI estime atteindre, d'ici peu, cet objectif.

Assurer la sécurité alimentaire des pays avoisinants, un vieux dossier de la coopération régionale, au même titre que les liaisons aériennes et maritimes. La COI voudrait développer la coopération agricole dans la Région Menabe pour, à terme, éviter les importations massives de céréales et de légumes secs venues d'Amérique du Sud ou d'Asie. Elle a déjà répéré plus de 20 000 hectares disponibles qui pourraient accueillir ce projet.

Manque d'expertise

Par ailleurs, les experts de la COI interviendront dans la mise en place de la production, le contrôle de la qualité et l'organisation de l'export. Les avantages du pays porte essentiellement sur l'espace et le climat, qui sont propices à la culture. Toutefois, la COI estime que les agriculteurs locaux ont encore besoin plus d'expertise pour développer une véritable agriculture professionnelle tournée vers l'exportation. Il reste également des points faibles à travailler, entre autres, la faiblesse des rendements, et la vulnérabilité des variétés aux maladies. Mais il y a également le respect des normes.

Sanitaires et techniques. Elles diffèrent dans chaque pays de la zone et rendent difficiles l'importation de toute production animale par exemple, l'Union européenne étant très stricte sur la qualité des produits agricoles. C'est pour vaincre ces réticences et concrétiser enfin ce projet de coopération agricole qu'une table ronde va être organisée par la COI début 2013 à Majunga.

Rappelons que la COI fête ses trente ans cette année. La célébration a commencé depuis le 5 décembre dernier, et se poursuit actuellement à l'île Maurice. 22 décembre 1982 – 22 décembre 2012. Il y a 30 ans, Madagascar, Maurice et les Seychelles jetaient les fondations de la Commission de l'Océan Indien (COI) à travers la signature d'un accord de principe entre les trois îles. Deux ans plus tard, en janvier 1984, la COI a été institutionnalisée par l'Accord général de coopération de Victoria. Il fallait attendre deux ans encore, en janvier 1986, pour voir l'Union des Comores et la France/La Réunion faire leur entrée au sein de l'organisation.

Recueillis par Riana

http://www.matin.mg/?p=2472

Sommet des chefs d'état de la COI en Juillet

Al-watwar
Le premier journal des Comores

Sommet Coi/Jour J-40

Deux missions de haut niveau attendues à Moroni

C'est à bord d'un appareil spécial que devra arriver, ce lundi 16 juin à Moroni, la secrétaire d'Etat française chargée du Développement et de la Francophonie. Ce même jour, une délégation malgache, composée de la directrice du Protocole d'Etat et du directeur de la Coopération internationale, est également attendue dans notre pays. La semaine s'annonce donc chargée pour les autorités nationales.


Mohamed Ali Dia

Premier tour de chauffe pour le service du protocole d'Etat qui s'apprête à accueillir, ce lundi 16 juin, à six semaines seulement du Sommet de la Commission de l'Océan indien (Coi), deux importantes délégations. L'une conduite par la secrétaire d'Etat française chargée du Développement et de la Francophonie, Annick Girardin, l'autre par la directrice du Protocole au ministère malgache des Affaires étrangères, Rafaramalala Florence Isabelle. *«Annick Girardin évoquera les préparatifs du sommet des chefs d'Etat de la Coi, prévu le 26 juillet à Moroni, avec le président Ikililou Dhoinine. Elle s'entretiendra également des perspectives de l'aide au développement aux Comores»*, lit-on sur le site du ministère français des Affaires étrangères.

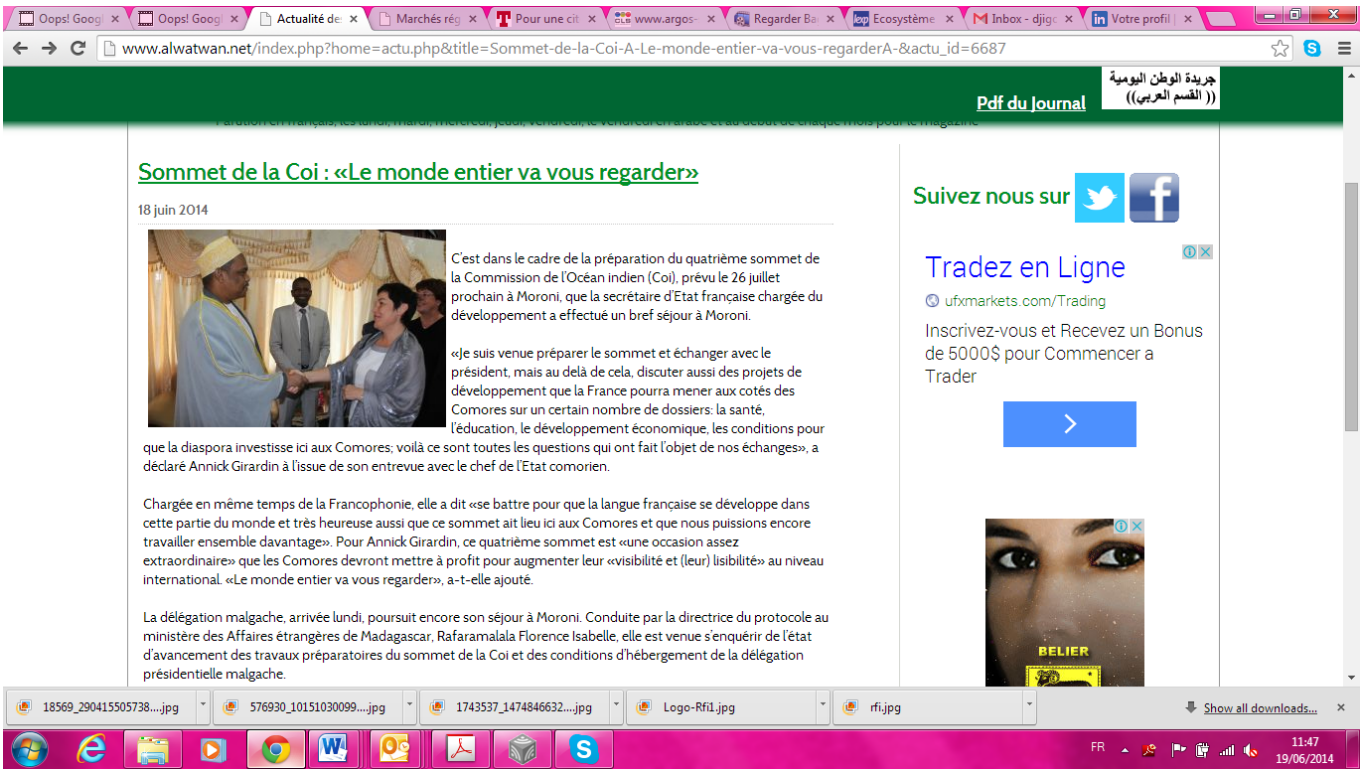
Ces missions interviennent une semaine après la visite à Maurice, au siège de la Coi, du directeur général du Protocole d'Etat, Mohamed Ali Dia. *«J'ai discuté avec le secrétaire général Jean Claude de l'Estrac ainsi que mes homologues des autres Etats membres des dispositions à prendre dans le cadre de la tenue à Moroni de ce quatrième sommet de l'organisation. Ce voyage de Rafaramalala Florence Isabelle fait suite à ces échanges»*, a déclaré l'ancien ambassadeur des Comores en Egypte. L'hébergement, le transport et la sécurité des délégations; tels sont les sujets qui seront essentiellement au centre des discussions.

Le gouvernement comorien suit de très près l'avancement des travaux. Jeudi dernier, le chef de l'Etat et le ministre des Relations extérieures se sont rendus au commandement de la gendarmerie où ils ont assisté à une répétition générale de la fanfare de l'armée nationale (exécution des hymnes nationaux des Etats membres de la Coi, défilés,..).

Mi

http://www.alwatwan.net/index.php?home=actu.php&title=Sommet-Coi-Jour-J-40-Deux-missions-de-haut-niveau-attendues-A-Moroni&actu_id=6676

Al-watwar
Le premier journal des Comores



http://www.alwatwan.net/index.php?home=actu.php&title=Sommet-de-la-Coi-A-Le-monde-entier-va-vous-regarderA-&actu_id=6687

Ecosystème marin

Rodrigues

Par Eileen Flore

18 Juin 2014

Pêcheurs, piqueurs d'ourites, officiers de l'Assemblée régionale et membres de Shoals Rodrigues se sont réunis à Mon Plaisir hier, mardi 17 juin, à l'appel de la commission de la pêche. L'objectif de cet atelier de travail était de conscientiser ceux qui vivent de la mer à la fragilité des coraux, mais aussi à trouver des solutions pour assurer une meilleure protection du récif.

Pour Henri Agathe, le responsable de l'*Economic Planning and Monitoring Unit* (EPMU), il est indispensable de faire le suivi de l'état de santé de l'écosystème corallien rodriguais. «*Dans ce contexte, nous allons mettre sur pied un système de réseau, dont le rôle, la mission et le fonctionnement restent à définir*», a-t-il déclaré.

Il ajoute que ce programme bénéficie de l'appui continu de la Commission de l'océan Indien. «*Rodrigues possède déjà les personnes et les ressources pour faire le monitoring de ce programme. L'objectif final est de pérenniser le suivi sur l'état des récifs, afin d'être mieux armé pour les protéger et pour une meilleure gestion de notre écosystème*», a conclu Henri Agathe.

http://www.lexpress.mu/article/247693/ecosysteme-marin-travail-conscientisation-pour-sauvegarde-recif-corallien

Citoyenneté indianocéanique

Témoignages

JOURNAL FONDÉ EN 1944 PAR LE Dr RAYMOND VERGÈS

Di sak na pou di

Pour une citoyenneté indianocéanique

mercredi 18 juin 2014, par Reynolds Michel

A l'occasion des élections européennes de mai dernier, on a beaucoup parlé de l'Europe des peuples, de l'Europe des citoyens contre l'Europe de la technocratie et des banques. Le résultat – l'abstention massive et la montée de l'extrême droite –, a montré l'impérieuse nécessité de placer les citoyens au cœur de ce projet politique. Qu'en est-il de l'indianocéanie, celle concernant plus particulièrement les îles du Sud-Ouest de l'océan indien : Madagascar, les Comores, l'Ile Maurice, les Seychelles et La Réunion ? Les peuples de cette zone sont-ils au cœur de ce projet ?

Les peuples situés de part et d'autre de l'Océan Indien se sont, disons-le, toujours rencontrés. Dans cet immense bassin propice aux communications maritimes, il y eut échanges, circulations, connexions, partages entre les langues, les cultures et les civilisations dès les temps les plus anciens. A tel point qu'on a pu le qualifier comme le « plus grand continuum du monde au cours des quinze premiers siècles de notre ère » (Neville Chittick). Arabes, Indiens, Africains, Comoriens, Malgaches, Malais, Indonésiens, Chinois et autres se sont rencontrés par le biais du commerce du bois d'œuvre, de l'ivoire, de l'or, du fer, du riz et des esclaves ; commerce accéléré, surtout celui des esclaves, avec la création des villes islamiques à partir du 1Xe siècle et puis par des Européens à partir du XVe siècle.

Les populations de nos îles du Sud-Ouest de l'Océan-Indien sont issues de ces grandes métropoles lointaines ou plus proches. Nous sommes des îles sœurs liées à cet espace marqué par diverses civilisations, divers creusets culturels (swahili, malgache, Mascareignes), par la diversité culturelle. Donc des sociétés ouvertes. Il y a toujours eu des va et vient entre les habitants de nos îles.
Mais aujourd'hui la libre circulation devient de plus en plus difficile ; pas facile lorsqu'on est un pauvre Malgache, Comorien, Seychellois ou Mauricien de venir voir sa famille ou ses ami(e)s à La Réunion. Une association, Initiative solidaire France Océan Indien (ISFOI), vient de monter au créneau pour demander une plus grande liberté de circulation dans la zone pour les ressortissants de nos îles. Non pas de manière anarchique, mais par le biais d'un assouplissement des conditions des visas aux dits ressortissants (Le Quotidien du 06/06/14).

Autrefois, me disait un ami mauricien, on pouvait entrer à La Réunion rien qu'en indiquant l'adresse où on allait. Aujourd'hui, outre le visa, il faut une attestation d'hébergement (40 euros), une assurance maladie et une certaine somme d'argent. Il arrive même qu'un fonctionnaire zélé vérifie si le compte est bon ! Force est de constater que depuis quelques années les conditions d'obtention de visas pour les pays riverains, dits du premier cercle, se sont durcies, alors même qu'un processus d'exemption de visa est engagé depuis quelque temps pour les ressortissants de certains pays du deuxième et troisième cercles.

Les Sud-africains peuvent depuis le 1er janvier 2013 entrer à La Réunion sans visa. Ce sera pour très bientôt le cas des ressortissants de la Chine et de l'Inde, nous annoncent la ministre des Outre-mer et le ministre des Affaires Etrangères (Le Quotidien 24/05/14, Témoignages 14/06/14). Et déjà nos élus de droite et de gauche se querellent pour s'arroger la paternité de cette future décision gouvernementale ! Mais que font-ils pour une plus grande liberté de circulation pour les ressortissants de nos îles et archipels du Sud Ouest de l'océan indien ? Osent-ils interpeller fermement le gouvernement français sur cette question ? Quel monde indianocéanique veulent-ils construire ? Une Indianocéanie des hommes d'affaire, des marchands ou une indianocéanie où des peuples soient au cœur du processus ?

A l'occasion du trentième anniversaire de la Commission de l'Océan Indien (COI), célébré à Victoria aux Seychelles, le 10 janvier dernier, les responsables de cette Institution régionale, axée sur la coopération politique, économique et culturelle, ont voulu remettre en avant le concept d'« Indianocéanie » pour bien marquer l'identité commune de nos iles et archipels du Sud ouest de l'Océan Indien. Une Indianocéanie comme « socle et tremplin de notre devenir », précisent-ils. C'est ce concept, issu de notre histoire mêlée, par lequel les pays du Sud Ouest de l'Océan Indien, regroupés au sein de la COI, veulent de plus en plus s'identifier et se reconnaître. Mais pour que ce concept et ce projet deviennent une réalité vivante, dynamique, démocratique, ils doivent être appropriés par nos populations. Il ne peut y avoir d'Indianocéanie - qui est notre avenir -, sans la participation de ces derniers.

Après 30 ans d'existence, la COI a besoin d'un nouveau souffle, d'une nouvelle étape, d'un passage de la coopération à une certaine intégration. Pourquoi pas la création d'une citoyenneté indianocéanique, une citoyenneté commune aux ressortissants de nos états insulaires, comme premier pas dans ce processus d'intégration communautaire ? La citoyenneté communautaire, avec, entre autres, le droit à la libre circulation entre les Etats membres, peut être un élément important dans cette évolution souhaitée de la « Commission de l'Océan Indien » en « Communauté de l'Océan Indien » avec de nouvelles ambitions (Vœu de Jean-Claude de l'Estrac, secrétaire de la COI, in Nation/Seychelles, 10/01/14)). Notons en passant que les Mauriciens et les Seychellois peuvent entrer et séjourner dans les pays de « l'espace Schengen » sans visa pour un séjour de trois mois. Vivement une Indianoéanie des Citoyens.

Reynolds Michel

http://www.temoignages.re/pour-une-citoyennete-indianoceanique,79061.html

Coopération Union européenne-Maurice-COI



Wednesday, 18 June 2014 14:00

Changement climatique : L'Union européenne décaisse EUR 3 millions pour soutenir la stratégie mauricienne

Written by Girish Buckhory

Global Climate Change Alliance (GCCA) : L'Union Européenne (UE) met en place un programme d'appui budgétaire de 3 millions d'euros pour Maurice.

Depuis 2009, la délégation de l'UE affiche l'ambition de soutenir les objectifs du pays à augmenter la part des énergies renouvelables dans la production totale d'énergie à 35 % d'ici à 2025. Selon la délégation, dans le cadre de l'Accord de Cotonou, l'UE s'est engagée, à travers le Fonds Européen de Développement (FED), à financer le programme de réforme économique du gouvernement mauricien.

L'UE soutient la Commission de l'Océan Indien (COI) dans ses projets favorisant les énergies renouvelables, met en place à Maurice un programme d'appui budgétaire de 3 millions d'euros, soit environ Rs 120 millions, dans le cadre du programme Global Climate Change Alliance (GCCA) et aurait vocation à encourager la recherche scientifique et l'innovation technologique via des programmes d'appui à la Recherche et Développement.

Stratégie énergie

« Le décaissement des fonds européens se fait par rapport à la performance d'un certain nombre d'indicateurs sélectionnés et approuvés par les deux parties, soit l'UE et Maurice. Ces indicateurs portent sur ce qu'on appelle les « secteurs focaux » : l'énergie, le sucre, les déchets, la bonne gouvernance, l'environnement, le concept Maurice Île Durable (MID), et 'socioeconomic empowerment' », affirme la délégation. Grâce au soutien financier de l'UE, Maurice a pu développer tout le cadre stratégique du secteur énergétique.

« Nos programmes ont en effet appuyé l'élaboration de la politique énergétique, la stratégie énergie à long terme et le Plan d'action pour le secteur énergie entre 2007 et 2010 », poursuit la Commission.

Selon la délégation, l'UE vise à obtenir 20 % de son énergie à partir de sources renouvelables d'ici à 2020. « Ces sources comprennent l'éolienne, le solaire, l'hydroélectrique ainsi que l'énergie géothermique et la biomasse. Une augmentation de l'apport d'énergie renouvelable permettra à

tout un chacun de réduire ses émissions de gaz à effet de serre et les rendre moins dépendants des importations d'énergie de sources fossiles. Par ailleurs, le renforcement de l'industrie des énergies renouvelables encouragera l'innovation technologique et l'emploi «, soutient-elle.

Soutien financier

Suivant la délégation, afin de favoriser l'émergence des projets d'énergies renouvelables, l'UE dispose d'un programme dédié aux énergies renouvelables – « Sustainable Energy for All » (SE4ALL). « L'objectif global de ce programme est de contribuer à la réduction de la pauvreté et le développement économique dans l'Afrique subsaharienne grâce à la mobilisation de ressources pour des projets d'infrastructure dans le secteur de l'énergie.

Le but est d'accroître l'accès aux services énergétiques modernes, les investissements dans les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique – par la promotion des investissements du secteur privé – et fournir des ressources financières supplémentaires dédiées aux pays africains qui se sont engagés à atteindre les objectifs de l'initiative SE4ALL. Maurice est éligible à bénéficier de ce programme », maintient la délégation. Outre ces 3 millions d'euros pour le programme GCCA, Maurice vient de bénéficier de l'UE d'un soutien financier à hauteur de 4 millions d'euros, soit environ Rs 160 millions, pour la production de l'éthanol.

« L'utilisation de l'éthanol comme alternative aux énergies fossiles pour le transport figure dans la stratégie énergie adoptée par le gouvernement en 2009. Il était clairement établi dans la stratégie que Maurice souhaitait introduire le mélange essence/éthanol (blending). Nous avons ainsi fortement encouragé le gouvernement d'œuvrer dans ce sens, afin de réussir un développement durable mais aussi de diversifier le secteur canne/sucre. » -

http://www.defimedia.info/defi-quotidien/dq-economie/item/54758-changement-climatique-l-union-europeenne-decaisse-eur-3-millions-pour-soutenir-la-strategie-mauricienne.html#sthash.c54mwoQL.dpuf